



La sortie de crise

« La reprise est probable d'ici à fin 2009, mais
« La crise pose en tout cas le problème de la nature

Le Figaro Magazine - Le FMI annonce que « la reprise a commencé au niveau mondial », en précisant que le redressement de l'économie « ne sera pas simple ». Avec 0,3 % de croissance au deuxième trimestre, la France et l'Allemagne connaissent un début d'embellie. Peut-on être optimiste ?

Michel Godet - Si l'on fait de la prospective par le biais de la rétrospective, on observe que pour les Etats-Unis et l'Europe, on a eu sur les quarante dernières années des périodes d'expansion de vingt-quatre trimestres en moyenne, pour des périodes de récession d'environ quatre trimestres. Nous vivons donc dans un monde occidental où les beaux jours sont six fois plus longs que les hivers. Parmi les signes ordinairement annonciateurs de reprise figure le redressement de la Bourse. Elle avait baissé de 40 %, elle a repris environ 25 % depuis janvier. La reprise d'ici à la fin de l'année 2009 est donc probable. Durera-t-elle ? Là est la question, dès lors que l'on n'a toujours pas accompli la régulation du système financier. C'est une erreur que d'aider un secteur en difficulté sans changer ses dirigeants. En injectant massivement de l'argent dans l'économie, comme l'ont fait les Etats, sans changer ni les règles du jeu ni les opérateurs, on a pris le risque d'une nouvelle crise financière encore plus sévère : on ne laisse pas des pédophiles à la tête de colonies de vacances !

Jean-Paul Fitoussi - Les phénomènes économiques n'étant pas linéaires, nous ne savons pas quelles dynamiques peuvent se mettre en place. La crise actuelle est fondamentalement différente des récessions d'après-guerre. Elle n'est comparable dans son ampleur qu'à celle de 1929. Peut-être aurons-nous quelques bonnes surprises durant un trimestre ou

deux, mais sans préjuger d'une éventuelle rechute, car l'indicateur majeur de l'activité économique est l'emploi. Ce qui est sûr en tout cas, c'est que cette crise pose le problème de la nature de notre système, du mélange optimal de décisions collectives et de décisions privées. Nous ne sommes pas dans des économies schizophrènes, et dès lors que le système financier dysfonctionne, il en est de même pour le système réel. Lorsque l'on sait que les profits du secteur financier aux Etats-Unis se montaient à 40 % du profit du total de l'économie, on ne peut que constater la prédation du secteur financier sur les autres secteurs de l'économie. Pour autant, à mon sens, ce ne sont pas les primes versées aux traders qui posent problème. Si les banques accordent des primes, c'est parce que cela leur permet de faire des profits plus élevés...

Michel Godet - Hélas, ces primes bien réelles pour les financiers se transforment en aides publiques et finalement en impôts pour le contribuable quand les bulles financières éclatent !

Jean-Paul Fitoussi - Ce qui ne signifie pas que l'on doit confondre les moyens et la fin, qui est l'augmentation des profits. Là-dessus, les banques ont réussi. Elles ont aussi compris depuis longtemps qu'il leur fallait être suffisamment grosses pour éviter tout risque de faillite.

Michel Godet - Trop gros pour disparaître ? On l'avait dit pour General Motors, mais cela risque de ne pas être le cas.

Jean-Paul Fitoussi - General Motors peut disparaître sans créer d'effets systémiques. Fiat, Renault et Peugeot demeureront quand même.

Michel Godet - Mais le modèle américain serait complètement ébranlé.

Jean-Paul Fitoussi - Oui, je vous l'accorde. Mais revenons aux banques qui ont compris que les pertes étaient socialisées et les profits privatisés. L'irrational dans la situation actuelle est qu'une grande part de l'augmentation du déficit public et de la dette publique dans le monde est due à leur sauvetage.

Michel Godet - Pas en France, puisque nous avons fait des prêts qui rapportent. De ce point de vue, notre système était moins engagé que les autres pays. Bien moins de gens ont mis les doigts dans la confiture.

Jean-Paul Fitoussi - S'il y avait eu quelques faillites supplémentaires aux Etats-Unis, les banques françaises n'y auraient pas résisté.

*C'est une erreur
que d'aider
un secteur
en difficulté
sans changer
ses dirigeants*

”
MICHEL GODET

Michel Godet est économiste, professeur au Conservatoire national des arts et métiers, membre du Conseil d'analyse économique. Dernier ouvrage paru : « Le Courage du bon sens » (édition mise à jour en collection de poche), Odile Jacob, 2009, 464 p., 8,40 €.

est-elle en vue ?

durera-t-elle ? » s'interroge Michel Godet. de notre système », répond Jean-Paul Fitoussi.

Michel Godet - Reste que la prise en charge de gens qui jouent au casino, en se disant « *quand je gagne c'est pour moi, et quand je perds c'est pour le contribuable* », montre la perversion du système. L'homme est cupide, si on lui permet de l'être. Tant que les traders auront des primes réelles sur des bulles virtuelles et que la gouvernance des banques sera aussi peu responsable, la pandémie financière menace - et discrédite - toute l'économie de marché. Ce qui fait au moins le bonheur des nostalgiques d'un autre modèle.

Jean-Paul Fitoussi - Moins que des problèmes de personnes ou de règles du jeu, j'y vois une philosophie générale du *big is beautiful*, qui est revenue à réduire à peu près à zéro les risques encourus par les institutions financières. Face à cela, les gouvernements ont bien agi, mais rapidement, sans prendre suffisamment de garanties.

Michel Godet - Le G20 a eu beau induire quelques progrès, notamment dans la lutte contre le blanchiment, où les listes noires sont devenues grises, il est clair que c'est reparti comme avant aux Etats-Unis. Plus qu'une nouvelle crise financière, ce qui m'inquiète le plus, c'est la crise de sens d'un modèle de croissance où l'accumulation de biens n'est guère porteuse de liens et n'est pas durable pour la planète. La crise a permis un bas prix de l'énergie à 70 dollars le baril mais la reprise en Chine, en Inde

et ailleurs verra le retour de l'énergie chère - 150 dollars le baril. On n'a toujours pas intégré que les ressources étaient limitées, qu'il fallait repenser complètement notre modèle de consommation et de développement et construire un nouveau monde.

Jean-Paul Fitoussi - Vous abordez le chapitre moral, mais parler de cupidité, c'est aussi parler du modèle de l'économie de marché, laquelle est fondée sur la recherche exclusive de l'intérêt. C'est un modèle dominant qui a conduit à tous les avatars que nous connaissons aujourd'hui...

Michel Godet - Ainsi qu'à une croissance exceptionnelle jusqu'en 2007, sans précédent dans l'histoire de l'humanité. Notre niveau de vie en France a augmenté de 50 % depuis 1980 : ne pleurons pas la bouche pleine !

Jean-Paul Fitoussi - Non. On a tendance à se tromper sur les chiffres. Les brillantes années de 2004 à 2007 ont hypothéqué la période suivante. Qu'at-on fait en vérité ? On a consommé du capital. On

se croyait riche, les marchés financiers nous disaient que les prix des actifs étaient très élevés alors que tel n'était pas le cas. Le fait que le système financier se soit mis à dysfonctionner n'est qu'un symptôme, ce n'est pas la cause de la crise. La cause profonde est la très grande croissance des inégalités que nous connaissons depuis un quart de siècle.

Michel Godet - D'après l'Insee, elles se sont réduites en France depuis trente ans.

Jean-Paul Fitoussi - Je parle du modèle occidental. La crise a montré que nous vivons dans une économie globale. Si la politique conduite aux Etats-Unis est mauvaise, le Bangladesh en souffrira, de même que l'Europe.

Michel Godet - Les contraintes sont les mêmes pour tous les pays, mais les facteurs de développement sont plutôt endogènes. Quant aux inégalités que vous évoquez, elles me rappellent l'idéologie des « partageux » qui, pour réduire les inégalités, préfèrent diminuer le gâteau ; je préfère augmenter le gâteau et la part de chacun de façon inégale en fonction des efforts et des talents.

Jean-Paul Fitoussi - Ah, tiens ? Allez donc dire ça aux Etats-Unis où le salaire médian a baissé depuis vingt-cinq ans ! Et puis le problème n'est pas moral. La croissance des inégalités contribue à la déficience de la demande globale.

Le Figaro Magazine - L'arrivée de la grippe A en France risque-t-elle d'avoir des conséquences économiques ?

Michel Godet - Seulement si l'on cède à la panique. Les spécialistes ne cachent pas qu'il s'agit d'une maladie très contagieuse, mais bénigne. Il faut donc éviter de paralyser l'économie comme on aurait tendance à le faire au nom du principe de précaution.

Jean-Paul Fitoussi - En tout état de cause, le phénomène ne désavantagera pas particulièrement la France vis-à-vis du reste du monde. Il n'y a aucune raison de réduire la mobilité des personnes entre pays, puisqu'il s'agit d'une grippe, elle aussi, globalisée...

■ PROPOS RECUEILLIS PAR PATRICE DE MÉRITENS

*La cause
profonde
de la crise
est
la croissance
des inégalités*



JEAN-PAUL FITOUSSI



PHOTOS SANDRINE FOURDIX POUR LE FIGARO MAGAZINE